THE INTERNATIONAL PRIDE CENTRE
PROTECTION, RIGHTS, INCLUSION IN DISPLACEMENT & EMERGENCIES

BURUNDI

NOTE D'INFORMATION

Environnement humanitaire pour la société civile et les communautés LGBTQIA+ au Burundi

DÉCEMBRE 2025

Résumé exécutif

Le Centre International PRIDE a mené une mission de terrain en mai 2025 au Burundi et a conduit des entretiens ainsi que des discussions de groupes ciblés avec plus de 40 personnes issues de la communauté LGBTQIA+, y compris des représentants d'organisations de la société civile (OSC) et des acteurs humanitaires. L'analyse des conclusions tirées de ces entretiens révèle un environnement opérationnel d'hostilité extrême, caractérisé par une persécution sanctionnée par l'État, une stigmatisation sociale omniprésente et des menaces aiguës pour la sécurité des personnes LGBTQIA+ ainsi que des organisations qui les soutiennent. Une analyse juridique de l'environnement LGBTQIA+ au Burundi est disponible sur le site pridecentre.org enAnglais et en Français.

Le Président du Burundi a publiquement appelé à la violence contre la communauté LGBTQIA+, et l'homosexualité devrait être officiellement désignée comme une menace à la sécurité nationale, créant un climat de peur généralisée et de surveillance.

En réponse, les OSC locales LGBTQIA+ ont développé des stratégies sophistiquées et résilientes pour survivre et fonctionner. La stratégie principale consiste à opérer sous la couverture d'activités socialement et politiquement acceptables, principalement dans les domaines de la santé publique (VIH/SRHR) et des activités de renforcement économique à travers des coopératives agricoles et commerciales.

> *'Nous sommes très inquiets à propos des coupes budgétaires de l'USAID. Avant, nous pouvions être inclus dans les discussions concernant les plans stratégiques nationaux – mais depuis ces coupes, nous ne sommes plus présents dans ces espaces.'*
>
> **Participant à la discussion de groupe.**

> *'Nous avons adopté la stratégie de créer des coopératives afin que chaque membre puisse avoir accès à des prêts et soit en mesure d'augmenter ses capacités financières.'*
>
> **— Directeur· exécutif·ve, OSC LGBTQIA+**

Ces coopératives offrent non seulement des moyens de subsistance vitaux face à une discrimination systémique en matière d'emploi, mais servent également de mécanisme de protection en démontrant leur contribution à la communauté et en créant des raisons légitimes de se réunir.

Un thème critique et récurrent est l'impact dévastateur des récentes coupes budgétaires de l'USAID, qui ont décimé des programmes essentiels de santé et d'économie, laissant les OSC dans un état de crise opérationnelle et annulant les gains antérieurs. Cela est aggravé par l'absence quasi totale d'engagement du secteur humanitaire traditionnel, qui se décrit comme aveugle aux réalités LGBTQIA+ , invoquant un manque de capacités et la crainte de représailles gouvernementales. Par conséquent, les besoins des groupes extrêmement vulnérables — y compris les personnes transgenres, qui subissent la persécution la plus sévère, ainsi que les réfugiés LGBTQIA+ isolés dans les camps — sont presque entièrement ignorés par le système d'aide formel.

Méthodologie:

Le Centre International PRIDE a mené une recherche à travers le Burundi en mai 2025, dans le cadre d'une initiative régionale plus large couvrant six pays d'Afrique subsaharienne en 2025. L'objectif était d'identifier les besoins aigus et multiformes auxquels font face les communautés LGBTQIA+ en situation de crise ainsi que les défenseurs des droits humains LGBTQIA+, en s'appuyant sur les témoignages directs d'organisations locales de la société civile (OSC) dans ces cinq pays.

La collecte de données a utilisé une approche qualitative, principalement fondée sur des entretiens avec des informateurs clés (Key Informant Interviews – KII) et des discussions de groupe (Focus Group Discussions – FGD) avec des personnes LGBTQIA+ affectées par des crises, des défenseurs locaux des droits humains LGBTQIA+, des ONG internationales et des agences des Nations Unies. La recherche a été étayée par des analyses juridiques et politiques basées sur des documents portant sur l'environnement légal et politique propre à chaque pays. Plus de 22 personnes LGBTQIA+ ont participé à six FGDs, et neuf personnes ont participé à 11 entretiens KII. Des représentants de 15 organisations ont été interviewés, y compris des organisations locales de la société civile dirigées par des personnes LGBTQIA+, des ONG internationales et des agences des Nations Unies.

I. Le contexte politique, légal et social

L'environnement pour les personnes LGBTQIA+ au Burundi se caractérise par une hostilité ouverte de la part de l'État, un cadre légal punitif et des préjugés sociaux et culturels profondément ancrés.

Hostilité politique et sécuritaire

- **Persécution sanctionnée par l'État:** les plus hauts niveaux du gouvernement encouragent activement l'hostilité. Le Président a tenu des discours publics qualifiant l'homosexualité de malédiction et déclarant que les personnes LGBTQIA+ devraient être emmenées dans un stade pour être lapidées. Une décision du Conseil national de sécurité du Burundi en 2012-2013 a officiellement classé l'homosexualité comme une menace pour la sécurité du pays , une politique qui légitime la persécution étatique.
- **Surveillance omniprésente:** l'État dispose d'un appareil de surveillance robuste. Un interlocuteur a mentionné l'utilisation par le gouvernement du logiciel espion Pegasus et la présence d'informateurs écoutant partout. Cela crée un climat d'incertitude et de peur permanentes, où les individus et les organisations sont constamment surveillés. Cette surveillance s'étend également aux organisations internationales ; un représentant d'ONG internationale a été directement interrogé par le Ministère des Affaires étrangères au sujet de programmes destinés aux personnes LGBTQIA+.
- **Bouc émissaire politique:** les autorités politiques, en particulier pendant les périodes électorales, utilisent la communauté LGBTQIA+ comme bouc émissaire pour détourner l'attention d'autres problèmes de société. Cette rhétorique est diffusée par les canaux officiels et amplifiée par les membres du Parlement, suscitant l'hostilité publique.

Cadre juridique[1]

- **Criminalisation:** l'article 567 du Code pénal criminalise les relations sexuelles entre

[1] Se référer aux ressources du PRIDE Centre pour une analyse documentée approfondie de l'environnement juridique au Burundi.

personnes de même sexe, avec une peine pouvant aller jusqu'à deux ans de prison et une amende. Bien que la loi spécifie les actes homosexuels , elle est utilisée de manière large par les autorités pour persécuter des individus en fonction de leur identité et de leur apparence.

- **Absence de protection:** il n'existe aucune loi protégeant les personnes LGBTQIA+ contre la discrimination. Toute tentative de défense des droits est réprimée par l'État, comme l'illustre l'arrestation massive de 24 personnes à Gitega en 2023, alors qu'elles participaient à un atelier sur l'autonomisation économique. Elles ont été accusées de promouvoir l'homosexualité.
- **Politiques discriminatoires:** D'autres politiques institutionnalisent la discrimination. Un décret du Ministère de l'Éducation permet l'expulsion d'étudiants simplement soupçonnés d'être homosexuels. Une nouvelle loi exige que le père soit physiquement présent pour enregistrer un enfant, créant d'importants obstacles pour les mères célibataires, y compris de nombreuses femmes LBQT.

> *Nous ne pouvons pas travailler avec l'ensemble des centres de santé. Mais même dans ceux que nous avons identifiés comme étant accessibles, nous faisons encore face à de la discrimination, et nous constatons que les médecins peuvent même dire qu'ils vont nous dénoncer à la police. La plupart des personnes trans ont donc trop peur pour se rendre dans les centres de santé.*
>
> **— Participants du groupe de discussion**

Barrières sociales et exclusion

- **Stigmatisation généralisée:** les préjugés profondément ancrés sont omniprésents, avec des narratifs courants décrivant l'homosexualité comme une importation occidentale ou comme quelque chose qui vient d'Europe . Cela est renforcé par des leaders religieux influents, y compris des pasteurs américains et sud-coréens, qui exercent une grande influence.
- **Rejet familial et communautaire:** Le rejet familial est un facteur majeur de pauvreté et d'absence de logement. Les personnes sont souvent expulsées de leur domicile, et les familles peuvent les contraindre à se marier ou les soumettre à des viols correctifs . Une organisation transgenre gère un programme spécifique pour sensibiliser les mères d'enfants trans afin de favoriser l'acceptation.
- **Harcèlement public:** Les commérages, les abus verbaux et le harcèlement public sont des réalités quotidiennes. Les personnes rapportent être suivies, menacées et extorquées. Un interlocuteur a noté : Lorsque nous avons commencé des entrepreneuriats , la stigmatisation contre nous a diminué , mettant en évidence le lien entre contribution économique et acceptation sociale.

II. Le rôle et la stratégie de la société civile LGBTQIA+ locale

Malgré un environnement extrêmement hostile, un réseau résilient d'OSC locales apporte un soutien essentiel à la communauté LGBTQIA+. Leur capacité à fonctionner repose sur un ensemble de stratégies adaptatives sophistiquées.

Stratégie principale – Opérer sous couverture

La stratégie de survie la plus critique consiste à éviter de s'enregistrer ou d'opérer ouvertement en tant qu'organisation LGBTQIA+. À l'inverse, les OSC adoptent une identité publique alignée sur les priorités gouvernementales.

- **Coopératives d'autonomisation économique:** la couverture la plus courante et efficace est la création de coopératives légalement enregistrées axées sur des activités

économiques. Ces initiatives sont valorisées par le gouvernement, qui privilégie le développement des coopératives. Les activités comprennent.

- Agriculture (huile de palme, riz, poulets, pommes de terre, lapins)
- Commerce et production (soudure, couture, production de mayonnaise)
- Services (coiffure, décoration, services informatiques). Cette stratégie fournit une raison légitime pour que les membres de la communauté se réunissent, génère des revenus pour lutter contre la pauvreté et crée une bonne relation avec les autorités locales en contribuant aux plans de développement communautaire.

- **Santé publique et VIH:** de nombreuses organisations pionnières ont été créées sous l'égide de la prévention du VIH. Cela reste une stratégie clé, puisque les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH) et les personnes transgenres sont officiellement reconnus comme populations clés dans le Plan stratégique national du Burundi pour le VIH, fournissant un point d'entrée crucial pour les activités liées à la santé.

Mécanismes de sécurité et de protection

- **Alliances stratégiques:** Les OSC cultivent activement des relations informelles avec les autorités locales, y compris les chefs de police et les administrateurs de commune. Les stratégies incluent l'invitation des fonctionnaires à des formations sur les droits humains (sans mention explicite des droits LGBTQIA+), la collaboration lors de journées communautaires (Tiririza), et même le paiement de pots-de-vin à la police pour obtenir la libération de membres de la communauté arrêtés.

> *'Nous avons élaboré un plan de sécurité détaillé pour différents types d'événements et d'activités. Nous partageons des mises à jour mensuelles sur la sécurité avec notre communauté et avons désigné des référent·e·s en sécurité communautaire. Le personnel et les membres de la communauté suivent des consignes de sécurité claires, y compris un code vestimentaire adaptatif en fonction du contexte.'*
>
> **Leader d'une OSC LGBTQIA+**

- **Réponse centralisée en matière de sécurité:** un mécanisme spécifique a été mis en place en 2017 en tant qu'organe de sécurité dédié au mouvement LGBTQIA+[2]. Il fonctionne avec du personnel intégré dans les OSC à travers le pays pour surveiller et rapporter les incidents de sécurité, suivre la rhétorique politique et coordonner les réponses d'urgence, y compris l'aide juridique, le soutien médical et l'hébergement sécurisé.

- **Sécurité des données et numérique:** Les organisations accordent la priorité à la sécurité numérique, stockant les données sensibles sur le cloud ou des ordinateurs portables sécurisés et utilisant des codes au lieu des noms. Cependant, de nombreuses organisations rurales s'appuient encore sur des carnets manuscrits pour la collecte de données, ce qui représente un risque de sécurité important.

Renforcement du mouvement et coordination

- **Ressources partagées et centres:** un centre de soutien, fondé par quatre organisations, sert de moyeu central à Bujumbura, offrant un espace sûr pour les réunions et des services spécialisés en santé mentale, bien-être et services SRHR pour l'ensemble de la communauté.
- **Action collective:** le réseau d'OSC collabore étroitement, en particulier lors des crises. Après les arrestations à Gitega, les organisations ont mis en commun des fonds pour

[2] Le nom du mécanisme n'est pas fourni, pour protéger l'identité de ceux qui sont impliqués et leur travail

fournir un soutien juridique, de la nourriture et un hébergement. Un effort collectif similaire de collecte de fonds a été lancé pour aider les membres de la communauté déplacés par les inondations.

- **Renforcement des capacités:** certaines organisations se concentrent sur le développement du mouvement, offrant des formations et un soutien au développement organisationnel aux OBC (organisations communautaires de base) au Burundi, au Rwanda et en RDC afin de renforcer leurs capacités administratives, financières et programmatiques.

III. Défis clés et vulnérabilités

Les personnes LGBTQIA+ et les OSC font face à un ensemble de crises cumulatives qui menacent leur sécurité, leur bien-être et leur viabilité opérationnelle.

Discrimination systémique et manque d'accès

Secteur	Nature des discriminations et barrières
Santé	Stigmatisation, moqueries et refus de soins de la part des professionnels de santé. Accès limité aux soins spécialisés (par exemple, hormones affirmant le genre). Les personnes dépendent de quelques centres sûrs et de pairs pour accéder aux services sans être dénoncées à la police.
Education	Taux élevé d'expulsion scolaire, sanctionnées par un décret gouvernemental. Les étudiants/es subissent un harcèlement intense de la part de leurs pairs et des enseignants, entraînant un fort taux d'abandon scolaire. La situation est particulièrement grave pour les jeunes transgenres et non conformes au genre.
Emploi	La discrimination généralisée dans l'emploi rend l'accès à l'emploi formel presque impossible. Les personnes sont licenciées dès que leur orientation sexuelle, identité ou expression de genre (SOGIESC) est connue. Cette privation économique est un facteur majeur de pauvreté et pousse à recourir au travail sexuel pour survivre.
Justice	La police refuse fréquemment d'enquêter sur les crimes commis contre les personnes LGBTQIA+, blâmant ou harcelant souvent les victimes. Il y a un grave manque d'avocats disposés ou capables de prendre en charge ces affaires, obligeant les OSC à s'appuyer sur un petit nombre de partenaires juridiques de confiance..

La crise du financement Américain

Un récent gel et une réduction des financements de l'USAID, principalement via le programme PEPFAR, ont été catastrophiques.

- **Effondrement des programmes:** le projet EPIC, pierre angulaire de la prestation des services VIH, a été arrêté. Cela a mis fin au programme d'éducateurs pairs, principal mécanisme reliant les membres de la communauté au dépistage du VIH, aux traitements (ARV et PrEP) et aux outils de prévention comme les préservatifs.
- **Impact économique:** les coupes de financement ont supprimé les allocations des éducateurs pairs, souvent sans emploi par ailleurs, et ont interrompu de nombreux projets d'autonomisation économique, y compris la formation professionnelle et le soutien aux petites entreprises. Une organisation a rapporté avoir perdu 85 % de son financement.

Vulnérabilités spécifiques

- **Personnes transgenres:** sont décrites comme le groupe le plus persécuté en raison de leur visibilité. Elles subissent des niveaux extrêmes de violence, le rejet familial et la discrimination pour accéder à tous types de services, y compris les soins de santé et les documents d'identité.
- **Femmes LBQT:** confrontées à des taux élevés de viols correctifs et souvent contraintes au mariage. En tant que mères célibataires, elles sont stigmatisées et rencontrent des barrières juridiques pour enregistrer leurs enfants.
- **Réfugiés et personnes déplacées:** les réfugiés congolais LGBTQIA+ sont isolés dans des camps contrôlés par des organisations internationales, les rendant inaccessibles aux OSC locales. Les Burundais de retour font face à la stigmatisation et à la pauvreté. Les personnes déplacées par les inondations liées au climat sont souvent exclues des réponses d'aide humanitaire officielles.

IV. Le rôle du secteur humanitaire

Le secteur humanitaire principal au Burundi est largement désengagé de la prise en charge des besoins des communautés LGBTQIA+.

- **Cécité institutionnelle:** les représentants des ONG internationales admettent être aveugles aux réalités LGBTQIA+ , invoquant un manque de sensibilisation, de données, d'outils et de capacités internes. Le sujet ne serait jamais abordé dans les forums de coordination de haut niveau tels que l'IASC.
- **Peur des représailles:** un obstacle majeur à l'engagement est la crainte de répercussions gouvernementales. Un directeur d'ONG internationale a raconté avoir été interrogé par le Ministère des Affaires étrangères au sujet de la programmation pour les personnes LGBTQIA+, affirmant que tout travail de ce type conduirait probablement à être investigué et expulsé du pays .
- **Manque de leadership:** le HCR, en tant que chef du Cluster Protection, est perçu par les acteurs locaux comme n'assurant aucun leadership sur cette question. Il n'existe aucune preuve d'un engagement proactif des agences de l'ONU ou des grandes ONG internationales pour comprendre ou répondre aux besoins de cette population.

Présence humanitaire et coordination

Au moins 30 ONG internationales ont quitté le Burundi au cours de la dernière décennie, entraînant une perte estimée à 280 millions USD d'investissements en développement

et en aide humanitaire dans le pays. Cela est principalement dû à un espace restreint pour la société civile, à la répression des droits humains, à la disponibilité limitée de financements et à des réglementations restrictives pour les ONG. Ces retraits sont significatifs en raison de la perte de services et de protections essentiels — notamment ceux fournis par des organisations traitant du handicap, de l'aide juridique, des droits humains, de la justice et de la supervision de la société civile, souvent destinés aux populations vulnérables ou marginalisées. Néanmoins, un soutien critique continue d'être fourni par les agences de l'ONU, le Mouvement de la Croix-Rouge et les ONG internationales encore présentes au Burundi.

En réponse à des crises telles que le dernier afflux de réfugiés au Burundi fuyant le conflit dans l'Est de la RDC en 2025, le HCR, en tant qu'agence mandatée pour la protection des réfugiés, dirige la coordination de la réponse aux réfugiés en collaboration avec l'Office National de Protection des Réfugiés et des Apatrides (ONPRA). Concernant les rapatriés, la Direction Générale du Rapatriement, de la Réinstallation et de la Réintégration (DGRRR) supervise le processus de rapatriement, avec le soutien du HCR et d'autres partenaires. Étant donné les mouvements mixtes de population — y compris les réfugiés, les rapatriés réfugiés, les ressortissants de pays tiers et les migrants — des forums de coordination dédiés sont mis en place pour répondre aux besoins spécifiques de chaque groupe.

Recommandations:

Partenariats

1. **Entrer en partenariat direct avec les organisations locales.**
   - Aider à étendre leurs services pour toucher davantage de personnes, y compris celles en situation de déplacement forcé et dans des contextes de développement.
   - Veiller à ce que ces organisations reçoivent un soutien institutionnel, et pas uniquement des financements de projets.
   - Adopter une approche dirigée par la communauté, en commençant par des évaluations des besoins menées en partenariat avec celle-ci.
   - Fournir un financement flexible et un soutien au renforcement des capacités, en particulier pour la réponse d'urgence et le développement organisationnel.
2. **S'associer à et renforcer les coopératives économiques dirigées par des personnes LGBTQIA+.**
   - Cela inclut le renforcement des capacités, le microcrédit et les subventions, ainsi que l'intégration dans les programmes de développement et de moyens de subsistance humanitaires.
   - Utiliser les coopératives comme points d'entrée pour un engagement plus large et la prestation discrète de services.
3. **Faciliter une collaboration bidirectionnelle entre les OSC et les acteurs humanitaires et de développement.**
   - Intégrer les OSC LGBTQIA+ dans l'infrastructure de réponse humanitaire et les programmes de développement, y compris les plateformes de coordination, les systèmes de gestion de cas et les parcours de référence.
   - Envisager des formations conjointes et des sessions de partage d'expérience entre les organisations d'aide, les programmes de développement et les OSC LGBTQIA+ afin de renforcer la compréhension mutuelle, les opportunités et la coopération.

Fourniture de service

4. Maintenir les programmes dirigés par les pairs

- Donner priorité au financement pour compenser les récentes coupes, en particulier les allocations pour les éducateurs pairs qui constituent l'épine dorsale du travail communautaire LGBTQIA+ au Burundi.
- Soutenir ces réseaux afin de les étendre et d'atteindre les populations déplacées et affectées par des catastrophes.

5. Financer les services d'aide juridique pour les personnes et organisations LGBTQIA+

Protection

6. Mettre en place des plans et procédures de protection d'urgence

- Établir des plans de protection d'urgence, incluant des options de réinstallation, en cas d'arrestations massives ou d'autres événements à haut risque ou médiatisés.
- Se connecter avec les OSC travaillant sur la documentation pour recevoir des mises à jour régulières et identifier les préoccupations en matière de protection.

Engagement du gouvernement

7. Exploiter les points d'entrée diplomatiques et techniques

- Dans les zones où l'opposition gouvernementale est considérée comme le principal obstacle à l'inclusion SOGIESC, effectuer des évaluations de risque approfondies et consultatives pour déterminer s'il est possible d'engager discrètement certains acteurs gouvernementaux – en particulier là où il n'existe pas de barrières légales.

8. Accès à l'éducation

- L'UNICEF, l'UNESCO et les ONG internationales impliquées dans les programmes éducatifs doivent dialoguer avec le Ministère de l'Éducation concernant l'expulsion des étudiants/es LGBTQIA+.
- Les bailleurs de fonds, les missions diplomatiques et les agences de l'ONU doivent exercer leur influence.
- Les ONG internationales et les agences de l'ONU doivent veiller à ce que les programmes de soutien à l'éducation soient fondés sur le principe de non-discrimination, y compris à l'égard des personnes LGBTQIA+.

9. Fournir une couverture aux organisations locales

- Les agences de l'ONU, les ambassades et les ONG internationales devraient être celles qui transmettent les messages au gouvernement, tandis que les organisations LGBTQIA+ locales continuent d'opérer sous mandat sanitaire ou économique.

Renforcement des capacités et gestion des risques

10. Renforcer la capacité interne

- Former le personnel à reconnaître et à répondre aux préoccupations de protection des personnes LGBTQIA+ dans leurs programmations, en garantissant un accès inclusif à l'aide.
- Inclure les besoins des personnes LGBTQIA+ dans les évaluations des besoins, la planification et la conception des programmes, ainsi que dans les exercices de cartographie des services, en collaboration avec les OSC locales.

11. Effectuer des évaluations de risque et des processus d'atténuation

- Avant de mettre en œuvre toute activité incluant les personnes LGBTQIA+, évaluer les risques juridiques et politiques potentiels. Ceci est particulièrement nécessaire pour :
  i. La diffusion d'informations liées à la SOGIESC.
  ii. Les activités de formation et de sensibilisation.

The International PRIDE Centre

Le Centre International PRIDE (Protection, Droits, Inclusion dans les Déplacements et Situations d'Urgence) fournit des analyses juridiques et politiques, des outils de préparation et de programmation aux agences de réponse d'urgence afin d'assurer une programmation inclusive pour les personnes LGBTQIA+ dans les contextes d'urgence, humanitaire et de développement. Pour toute question concernant cette note d'information ou pour discuter de la manière dont le Centre PRIDE pourrait soutenir vos opérations, veuillez contacter *InternationalPrideCentre@pridecentre.org*.

Le Centre PRIDE repose sur une fondation d'anti-racisme et de décolonisation de l'aide dans toutes ses productions et opérations. Nous accueillons les communautés SOGIESC dans toute leur diversité, incluant les compréhensions autochtones de l'identité sexuelle et de l'expression et de l'identité de genre non-CIS.

SUPPORTED BY

Australian Aid

With the participation of MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES Liberté Égalité Fraternité

CDP Center for Disaster Philanthropy

LUSH